

## ECO-PAS-LOGIQUE

Yeah !  
Faut k'ça  
chauffe !



Depuis quelques jours, un monstre horifiant, à faire peur aux enfants, couvert de déchets, a envahi notre poste de télévision. Mais « kay pasé » ?

C'est la nouvelle campagne de l'ADEME, pour diminuer la production d'ordures ménagères. Dès qu'un consommateur fait un geste, par exemple achète un produit avec moins d'emballage, hop ! le monstre rétrécit. L'objectif ? Diminuer de 7 % par an et par habitant la production de déchets ménagers pendant cinq ans... *Mwen rété èstèbèkwè* : c'est aussi irréalisable que les contes de fée. On culpabilise le consommateur, mais pas celui qui est à l'origine de la pollution, du gaspillage, du déboisement, bref des plus grandes catastrophes écologiques de la planète : le système capitaliste.

### Pour en finir avec « Monster Déchets »

Le capitalisme pousse ceux qui ont les moyens à la consommation par le biais de la publicité, c'est lui qui fabrique volontairement des produits souvent polluants, la plupart deviennent obsolètes très rapidement pour pousser les acheteurs à les renouveler. Le capitalisme transforme tout ce qu'il touche en marchandise, et pousse les gens solvables ou pas (par le biais du crédit) à acheter des objets parfois inutiles. Il ne produit pas en fonction des besoins, mais en fonction de ce que cela va lui rapporter, une fois la marchandise vendue.

Les spots n'attaquent pas non plus les capitalistes qui polluent ouvertement les pays du tiers monde en se débarrassant des déchets toxiques sur les côtes d'Abidjan, ou sur les

## QUI SOMMES-NOUS ?

Le 21<sup>e</sup> siècle commence par la guerre en Irak et en Afghanistan, par la famine et par la destruction accélérée de l'environnement.

L'avenir qu'on nous promet se limite à « choisir » entre le chômage, l'auto-destruction dans la drogue, l'engagement dans une de ces guerres qui ne sont pas les nôtres, ou pour les plus chanceux, le rôle de « bons petits soldats » au travail, soumis aux caprices de la bourse.

Les dirigeants de la planète parient sur notre indifférence. Il faut leur donner tort.

Ce journal est lancé à l'initiative de militants de l'organisation *Combat Ouvrier*, de sympathisants et de jeunes sans parti pour commencer à provoquer le débat, à faire entendre la voix des jeunes qui contestent les idées officielles.

**Ce journal est le tien !**

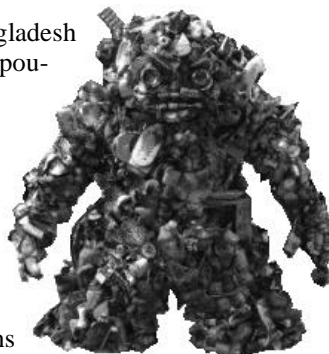
**Écris-le, lis-le, vends-le !**

**Contact : [kontest@wanadoo.fr](mailto:kontest@wanadoo.fr)**

**06 90 73 48 93**

rivages du Bangladesh transformés en poubelles des pays industrialisés.

Si on veut tuer le monstre, il faut d'abord remettre en cause tout un système et non horrifier les gens avec des spots publicitaires inutiles.



Lina

# REBELLE !

N° 17 - 9 décembre 2009

0,30 €

## SOMMAIRE

Mayotte - Sida -  
Grippe - ZAP -  
Cantines -  
Décharge de St-  
François, etc.

# ILS N'ONT RIEN À OFFRIR...

# JOYEUX NOËL



# QUAND MÊME !

**Les élèves de Bouillante montrent la voie - p. 4**

# ***Pwofitè pani fwontyè, maléré pani nasyon !***

**Après les Guyanais, les Guadeloupéens, les Réunionnais, les Kanaks, c'est au tour des Mahorais de Mayotte de dire non à la pwofitasyon ! Les 2 et 3 décembre derniers ils étaient dans la rue contre la vie chère...**

Derrière « l'île au lagon » – paraît-il aussi appelée « l'île aux femmes »... tout un programme pour les touristes d'un certain genre – une triste réalité se cache. La population fait entendre ses cris contre la vie chère, et comme d'habitude la presse (sauf *Rebelle !*) traite les faits comme un mouvement raciste antiblanc. De quoi se plaignent-ils les mahorais ? Encore des assistés qui pleurent le ventre plein ? « *Nous, on a des soucis pour nos enfants : ils meurent de faim ! La vie est chère à Mayotte. Un carton de mabawa (ailes de poulets) coute 50 euros* », hurlait une mère de famille.

## **Privilégiés**

La vie est chère, tellement chère que les fonctionnaires français expatriés là-bas bénéficient d'indemnités somptuaires. Les élus locaux sont pointés également du doigt, et notamment le président du conseil général Ahmed Attoumani Douchina, élu de l'union des malfaiteurs et des profiteurs (UMP) : « *Il y a des tas de scandales au niveau du conseil général et tout ce qu'on trouve à nous dire, c'est qu'on va augmenter les prix des barges [les bateaux qui relient les deux îles de Mayotte – NDLR] et qu'on va ajouter 8 % sur les factures d'électricité. Ce n'est plus possible* », disait Jean-paul Musquin membre du collectif *Les citoyens du monde*.

Et oui, la solution proposée face au problème de la vie chère, est d'augmenter le prix des barges (sauf pour les conseillers géné-



**Après les émeutes de la semaine dernière**

raux, les fonctionnaires et les policiers qui eux pourront continuer à voyager gratuit) et non d'exiger que les privilégiés et les profiteurs payent comme tout le monde ! Comment comprendre alors le *black-out* sur cette île, et qu'on n'entende parler d'eux que maintenant ?

## **Violence**

« *Ce n'est qu'avec la violence qu'on peut se faire entendre à Mayotte* », dit-on là-bas. On connaît la chanson. Malheureusement les faits ne sont relatés que pour servir les *pwofitè*. On nous rabâche des âneries sur le soi-disant racisme antiblanc pour mieux cacher les problèmes de fond... et faire encore le dos rond.

**Kèlkéswa la ou soti, sé menm konba nou ka méné ! Annou mété nou ansanm ansanm kont pwofitasyon !**

**Edmond**

## **Et toi ? Pour quoi tu te bats ?**

*Chaque mois, un jeune raconte ce qui le révolte, le monde dont il rêve...*

### **« Ils veulent qu'on s'énerve, ou quoi ? »**

Je ne comprends pas pourquoi les ministres de l'intérieur se succèdent en gardant les jeunes dans leur collimateur. N'y a-t-il pas déjà un ministère qui s'occupe de la santé de la jeunesse et des sports ? Alors, celui de l'intérieur souhaite nous rendre malades et fous... de rage. En 2004, Sarkozy demandait à ce que les cités soient nettoyées au karcher. Bien-sûr, dans celles-ci, il y a beaucoup plus d'immigrés, de domiens, beaucoup plus de jeunes. *Konsi sé nou ki ka sali la France, tchiiiiip !*

Quand nos ancêtres étaient aux champs, pillés, au service ou à la guerre, là, ils étaient contents de nous. Maintenant, on encombre... Pour moi, c'est les gens comme eux qui ternissent l'image de la France, soi-disant pays des droits de l'homme, « liberté, égalité, fraternité ». Dans la même lancée, Brice Hortefeux a évoqué il y a

quelques semaines un couvre-feu pour les jeunes délinquants de moins de 13 ans. Sans doute que l'idée rimait juste très bien avec son nom... car le dispositif semble impossible à mettre en place à l'heure actuelle (ouf !). Il faudrait un nombre conséquent de patrouilles de police pour nous raccompagner à la maison. Or, un de ses prédécesseurs (et actuel président) a supprimé la police de proximité : c'est bête. On veut pas de démon gardien ! Au contraire, chaque jeune doit mettre son nez à l'extérieur, se responsabiliser, chercher à apprendre de la vie, à comprendre ce qui se passe ici et ailleurs, loin de chez maman, hors du quartier, aller à la rencontre d'autres jeunes, s'organiser, se mobiliser pour un avenir meilleur. Puisque c'est ensemble, en masse, qu'on fera changer les choses.

**Brownie**

## **Bouffe et tais-toi !**

Une fois encore, la société Sodexho (la gérante de la cantine du lycée Charles Coeffin), a décidé d'augmenter le prix du ticket, ce qui n'est pas logique vu que le salaire de ses employés n'a pas augmenté... la preuve, ils étaient en grève il y a quelques jours. Bref, les pauvres consommateurs aveuglés que nous sommes sont restés bouche bée (je ne sais pas si c'est par peur de ne pas avoir à bouffer à midi ou autre chose). Mais le plus énervant, c'est que « M. le bourreau de vendeur de tickets » nous traite comme des chiens et nous impose le nombre de tickets qu'on doit acheter par jour pour avoir l'autorisation de manger dans sa fameuse cantine ! Certaines fois, il dicte à la personne qui nous sert ce qu'elle doit nous donner ! Le service administratif du lycée, la FAPEG des parents d'élèves ne s'en mêlent pas. Ce n'est pas leur problème. Je me demande bien où nous allons... Parce-que après avoir payé 4,50 € (ce qui est exorbitant) et fait la queue pendant une demi heure, j'ai quand même le droit de choisir ce que j'ai envie de manger, non ? Et j'ai le droit à un minimum de respect !

**Élie**

## Décharge de St-François : bras de fer avec l'État

Trois entreprises guadeloupéennes ont innové en reprenant un brevet allemand pour une décharge où les déchets sont traités mécanobiologiquement de façon à réduire leur volume de 50 à 70 %. La méthode ne fait appel à aucun pesticide ou autre agent chimique. Les déchets triés sont mis sur des palettes et recouverts de copeaux de bois ou de déchets verts dont la décomposition provoque une température 70° C, idéale pour les micro-organismes qui assurent la réduction du volume, mais pas pour les œufs de mouches qui sont détruits.

Problème : l'État ouvre un incinérateur en 2013 à la Gabarre et compte bien que les communes lui envoient leurs déchets. On demande donc à cette décharge d'un genre nouveau de bien vouloir fermer... M. Bernier, le maire de la commune ne veut pas envoyer les déchets non traités, et on

comprend pourquoi vu les économies en jeu : cela coûterait deux fois plus cher d'envoyer les déchets à la Gabarre, soit environ 1 300 000 €.

En plus d'être un problème économique, c'est un problème écologique. Les camions consomment du carburant, donc polluent par une émission de gaz à effet de serre. Et c'est un problème social pour les travailleurs en difficulté qui avaient enfin trouvé dans la décharge de St-François un poste stable ! En effet, ce procédé a donné naissance à 9 emplois. Une fermeture imminente vouerait les nouveaux employés à un chômage abusif. Et ce n'est pas tout : si la délocalisation des déchets se fait, l'augmentation de la facture sera payée par les impôts locaux, c'est-à-dire par la population de St-François... PWOTITASYON ASI ZODI ? AWA !

Christopher

## ZAP : « zone agricole protégée » ou... Zon a pwofité ?

La mairie des Abymes veut classer une partie de la section Belle-plaine zone agricole pour « développer l'agriculture locale »... Jusqu'ici tout à l'air bien. Mais en vérité, ce projet pourrait n'être qu'une couverture !

Il y a longtemps que tout ceci est décidé. Quelques habitants du coin avaient d'ailleurs été avertis : pas la peine de venir à Belle-plaine, car la zone était réservée... au tourisme ! Une grande partie des habitants de Tanabao seront priés de vendre leurs terres et de plier bagages, de quitter leurs maisons, sauf à présenter un projet agricole réalisable. « Nous savons bien que tout ce que nous aurons, c'est une petite monnaie pour nous taire, on ti bouché zyé ! », déclare une habitante. « Mais comment voulez-vous que des gens qui ne connaissent rien en agriculture

puissent élaborer des projets agricoles ? Au départ, ce projet même c'est on dot bel magouy ». De plus, le placement en Zap a normalement pour objectif de protéger les zones agricoles menacées par l'urbanisation, alors qu'on soupçonne fortement cette Zap de couvrir un double projet qui n'a rien à voir : la construction de la route reliant Morne-à-l'eau à Baie-Mahault et une série de Grands Hôtels pour bourgeois (voire pour accumuler des manblo chèrement payés par notre argent).

Comme d'habitude : toujours plus de profit dans la poche de ceux qui possèdent et jamais rien dans la poche de ceux qui n'ont rien. Jusqu'à quand allons-nous accepter ça ?

Sony

## Journal de bord des Rebelles !

Notre groupe a participé aux deux jours de mobilisation appelés par le LKP les 24 et 25 novembre. Résumé...

Le mardi 24, dès 6h15, on arrive à une dizaine devant le LGT Providence. À l'aide d'un porte-voix, on essaie de chauffer les jeunes afin qu'ils parlent de leurs problèmes (une petite distribution clandestine de tracts les avait avertis la veille). La Provisseure, comme à son habitude, fait de la répression et menace de sanctions, puis n'ayant aucun argument tellement elle est désespérée, fait appel à un parent qui n'a pas grand-chose à dire non plus... Voyant que les élèves ne rentrent pas, elle finit par appeler la police : trois fourgons remplis viennent alors qu'il n'y a ni violences, ni blocage du lycée, ni rien ! On est restés calmes à parler avec les jeunes en essayant de récolter quelques témoignages, puis on les mobilise pour le départ vers Baimbridge et Jardin d'Essais. Une trentaine nous accompagne. En passant on salue le piquet de grève de Milénis. À Baimbridge et Jardin une autre trentaine de jeunes rejoint notre convoi, direction le bik d'LKP.

Là, une majorité des manifestants souhaite aller chercher les jeunes de Carnot. Les « Rebelles » organisent le cortège en faisant la circulation. Après un passage à Carnot (où quelques élèves nous rejoignent), on file vers Fouillole où notre arrivée fait sensation avant que nous allions faire un petit tour du propriétaire pour chercher d'autres étudiants. On se réunit ensuite dans une salle, où l'on aborde les divers problèmes anormaux dans les lycées et à l'université.

Le mercredi, toujours à 6h15 nous sommes devant le lycée de Baimbridge. Certains restent dehors à écouter et les plus courageux viennent avec nous rejoindre les élèves de Jardin (les mêmes jeunes que hier). En route pour deux heures de manif bien énergiques !

MaxiM

## Ola lajan pasé ?

*Un militaire de plus en Afghanistan coûte pour un an 150 000 euros pour un Français, 400 000 euros pour un Américain.*

Hervé Morin, ministre français de la défense, sur RFO le 30 novembre.

*Donc si Obama envoie 30 000 hommes supplémentaires cela coûtera 12 milliards d'euros pour l'année à venir.*

## SCOOP NOU PLI FÒ !

*Pour lutter contre le sida, la Tour Eiffel s'est éteinte pendant 5 minutes ! Génial, c'est sûr que ça va aider...*

## SCOOP NOU PLI FÒ ! bis

*La Guadeloupe est la deuxième région de France la plus affectée par le sida avec 1300 cas suivis localement. Une soixantaine de nouveaux cas sont déclarés chaque année. Mais pour la journée mondiale d'action contre le Sida... la plupart des lycées n'ont rien fait (sauf Providence) et tout s'est déroulé « normalement » !*

## Mouvement lycéen

*En France, un mouvement contre la réforme des lycées est mis en route... Plusieurs journées d'action ont déjà eu lieu. Plus d'infos à la rentrée.*

# LES ÉLÈVES DE LA SEP DE BOUILLANTE MONTRENT LA VOIE !

Naïma et Aïda racontent à *Rebelle* ! La lutte qu'elles ont menée le mois dernier.



## **Rebelle ! : Pourquoi avez-vous fait grève ?**

On avait demandé l'ouverture d'une cafétéria au lycée, qui a ouvert fin septembre. Il faut savoir que chez nous les repas de la cantine sont chers (4 €) et pas vraiment bons. Donc dès qu'il y a eu la cafétéria on a pris l'habitude d'y manger le midi. Alors l'administration du lycée a décidé de la fermer à l'heure du déjeuner, pour nous obliger à aller à la cantine. Un groupe d'élèves a lancé une pétition, qui a été largement signée, et a expliqué à la CPE qu'il fallait baisser le prix des repas. On nous a répondu : « soit vous ne mangez pas et alors vous sortez à midi, soit vous allez à la cantine ». Un matin, on a décidé de rester dehors, devant le lycée, pour protester.

## **R ! : Comment a réagi la direction ?**

On leur a remis une deuxième pétition, et un courrier destiné au proviseur. Après une longue attente ils ont organisé une réunion avec le patron de Bibi traiteur, la proviseure-adjointe, la CPE et le chef des travaux. Nous avons réclamé de connaître les menus à l'avance, d'avoir le choix entre deux repas différents, et de manière générale une amélioration de la qualité. Au début de l'année der-

nière c'était le même prix, mais les repas étaient préparés par les parents d'élèves, et c'était bon !

## **R ! : Et maintenant ?**

Nous sommes un peu découragés, car on nous a fait de belles promesses, mais rien n'a changé. Par exemple, on attend encore que le prix du repas diminue, puisqu'il devait baisser à 3,50 €. En revanche, le mouvement que nous avons déclenché pour la cantine a eu des effets positifs sur l'internat du lycée de Pointe-Noire, où certains d'entre nous sont hébergés.

## **R ! : Quels étaient les problèmes de l'internat ?**

Il y a beaucoup de « petits problèmes » comme les douches qui sont mal conçues, les meubles qui sont abîmés, mais le pire ce sont les trous dans le sol. À certains étages le plancher est tellement abîmé que l'administration a installé des plots pour le signaler. Cela faisait longtemps qu'on réclamait et que les réparations ne venaient pas. Maintenant qu'ils ont vu qu'on pouvait se mobiliser, ils ont pris peur et tous les trous ont été réparés.

*Propos recueillis par Delphine*

# Panique, panique, panique

Qui va payer pour la « campagne publicitaire » lancée par le gouvernement sur la grippe A ?

Vous avez deviné, c'est nous. Pourquoi devons-nous payer cette vaccination massive contre un virus plutôt bénin ? Et sachant qu'il faut beaucoup de temps pour développer un nouveau médicament avant sa mise sur le marché, d'où vient celui que l'on nous propose alors que le virus n'est connu que depuis avril ?

Depuis la grippe aviaire H5N1 en 2005, la France, comme tous les pays « riches », a mis en œuvre une procédure spéciale « Pandémie Grippe » en passant des contrats de commandes de vaccins préparés par des industriels. Tout est prêt depuis plusieurs années pour faire face à la terrifiante grippe aviaire, digne des films de science-fiction où les scientifiques luttent contre le temps pour sauver le monde. Tout ces vaccins fabriqués à la hâte, ces millions de masques, ces procédures dignes d'une catastrophe naturelle, ont été prévus pour faire face à une grippe de type H5N1 qui tue presque une fois sur trois... et non H1N1 (0,01 % de mortalité). Mais le gouvernement français ne tient pas compte de ce distinguo. Pourquoi ? À cause de son lien avec l'industrie pharmaceutique, notamment productrice de vaccins : il faut écouler les stocks.

Mais quels sont les risques ? Pour produire autant de vaccins en si peu de temps, les entreprises pharmaceutiques utilisent un produit appelé « adjuvant » dont on connaît encore mal les effets secondaires. Ce que l'on sait déjà, c'est que les vaccins développés contre la grippe aviaire avec les mêmes adjuvants provoquent souvent des réactions inflammatoires... Il faut donc s'attendre à une réaction locale à l'endroit de l'injection : douleur (8 personnes sur 10), rougeur

et gonflement (1-2 personnes sur 10). Chez certaines personnes, une forte réaction provoque de la fièvre (6 personnes sur 100) pendant 1-2 jours. Les réactions graves à un composant des vaccins sont très rares et surviennent alors dans les minutes ou les heures qui suivent la vaccination.

De plus, certains vaccins contre la grippe A ont été préparés en flacons de 10 doses, pour diminuer le temps de production. Pour éviter le risque de contamination du flacon, un sel de mercure (thiomersal) a été ajouté en petite quantité. Malgré la toxicité bien connue d'autres sels de mercure à hautes doses, les vaccins distribués par l'OMS dans le monde entier contiennent du thiomersal à cette faible concentration.

## **Cherchez l'erreur**

Reste donc à chacun de bien mesurer le rapport bénéfice/risques du vaccin H1N1 : d'un côté une semaine de grippe, de l'autre une probabilité, faible mais définitive, d'avoir une maladie neurologique (Syndrome Guillain-Barré) ou auto-immune, et d'avoir des effets secondaires pas encore bien connus à l'heure actuelle.

Enfin, le gouvernement se contredit lui-même en définissant qui doit être vacciné en premier. Et oui, si vous avez plus de 18 ans mais êtes lycéens, vous pouvez vous faire vacciner dans votre lycée, car celui-ci est considéré comme une communauté de vie globale à risque et il faut donc protéger les plus jeunes. Mais si vous êtes un adulte travaillant dans ce même lieu, la réponse que vous aurez est qu'aucun adulte ne sera vacciné dans les collèges et lycées... cherchez l'erreur.

**Dan**